

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur

L'État, Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Préfet de région Nouvelle-Aquitaine

Objet de la consultation

A62 – Aménagement d'une VR2+ – Simulation dynamique

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le 17 septembre 2025 à 12 h 00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1. Définition de la procédure.....	4
2.2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2.3. Nature de l'attributaire.....	4
2.5. Variantes.....	5
2.6. Délai d'exécution des prestations.....	5
2.7. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2.8. Délai de validité des offres.....	5
2.9. Propriété intellectuelle.....	5
2.10. Clauses sociales et environnementales.....	5
ARTICLE 3 : PRÉSENTATION DES OFFRES.....	6
3.1 Documents fournis aux candidats.....	6
3.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	6
3.3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	8
ARTICLE 4 : EXAMEN DES OFFRES.....	8
4.1. Sélection des candidatures.....	8
4.2. Jugement et classement des offres.....	9
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	10
5.1. Remise des offres sur la plate-forme de dématérialisation.....	10
5.2. Copies de sauvegarde.....	11
ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11

INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales ou sociales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations. Les clauses sociales ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des simulations dynamiques pour l'aménagement d'une voie réservée au covoiturage sur l'A62 dont la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine assure la maîtrise d'ouvrage déconcentrée par délégation du préfet de région.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique (CCP).

2.2. Décomposition en tranches et en lots

Les prestations sont réparties en une tranche ferme et une tranche optionnelle définis ci-dessous :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Les données, le diagnostic, la simulation réseau et la modélisation dynamique du scénario projet
Tranche optionnelle	La modélisation microscopique du scénario projet

Les prestations ne sont pas réparties en lots compte-tenu de la nature des prestations à réaliser.

2.3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints.

S'il y a groupement, le candidat devra justifier sa forme par les capacités respectives des opérateurs économiques formant le groupement.

Pour mémoire, la forme juridique du groupement à la présentation des candidatures n'est pas un motif d'irrégularité (article R.2142-22 du CCP).

En cas de groupement de prestataires conjoints, il sera fait application des stipulations suivantes :

- le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudi-

cateur ;

- pour que sa candidature soit recevable, chaque prestataire devra montrer qu'il possède la capacité à réaliser les prestations pour lesquelles il présente sa candidature ;
- la candidature d'un groupement conjoint de prestataires ne sera recevable que pour autant que les candidatures de chacun des prestataires le composant seront recevables ;
- les membres du groupement conjoint remettront un acte d'engagement unique qui identifiera le mandataire du groupement interlocuteur du pouvoir adjudicateur ;
- tous les noms des prestataires, ainsi que les signatures de leur représentant légal, doivent figurer à l'acte d'engagement sous peine de voir leur offre rejetée ; toutefois, si le mandataire a été expressément habilité, soit par la production du DC1, soit dans un document accompagnant l'offre, à signer seul au nom de ses cocontractants, la signature du mandataire suffit.

En cas de groupement, le mandataire sera obligatoirement responsable des prestations intellectuelles de communication (prix n°301 à 501). **Une offre ne respectant pas cette clause sera jugée irrégulière.**

2.5. Variantes

Les candidats doivent répondre sur la base des pièces du présent dossier de consultation : les variantes ne sont pas autorisées.

2.6. Délai d'exécution des prestations

Les règles concernant les délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement.

2.7. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.9. Propriété intellectuelle

Les dispositions du CCAG sont applicables.

2.10. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement du-

nable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

1. Mobilité et Déplacements : les déplacements nécessaires à l'exécution du marché seront limités autant que possible en utilisant les réunions en ligne. Lorsque des déplacements sont indispensables, les moyens de transport durable, tels que les véhicules électriques ou les transports en commun, seront privilégiés. Le titulaire s'efforcera d'optimiser les itinéraires pour réduire les émissions de CO2.

2. Gestion des Déchets : le titulaire mettra en place une gestion efficace des déchets électroniques et utilisera du papier recyclé pour les documents imprimés. La majorité des livrables seront fournis en format numérique pour réduire l'empreinte écologique.

ARTICLE 3 : PRÉSENTATION DES OFFRES

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur (plate-forme PLACE) à l'adresse et sous la référence mentionnées à l'article 5.1 ci-après.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le représentant habilité du candidat.

3.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- l'avis d'appel à la concurrence publié au BOAMP ;
- le présent règlement ;
- les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3.2.B ci-après, à compléter ;
- le document financier.

3.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes.

A) Les justifications à produire quant à la capacité du candidat :

Situation juridique

- les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3.1° du CCP ; à cet effet, le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> ;
- la forme juridique du candidat ;
- en cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- l'inscription sur le registre professionnel.

Capacité économique et financière

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Références professionnelles et capacité technique

- la présentation d'une liste des prestations similaires à celles de la présente consultation exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et l'acheteur public ou privé ;
- le curriculum vitae de la personne physique (pilote) désignée pour l'exécution de la mission ;
- tous éléments justifiant que l'équipe d'intervenants couvrira l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation de la mission.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, administratives et juridiques, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Pour justifier qu'il dispose des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat doit produire un engagement écrit de ceux-ci à travailler pour lui.

B) Un projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le représentant habilité du soumissionnaire ;

En cas de déclaration de sous-traitants, conformément aux articles L.2193-4 et 5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site précité. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- la liste des prix unitaires et forfaitaires : cadre ci-joint à compléter, sans modification.

C) Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, qui comportera :

- une note méthodologique de 10 pages au maximum, format A4, exposant les modalités selon lesquelles le prestataire compte intervenir pour satisfaire aux obligations du cahier des charges ; une attention toute particulière sera apportée à la bonne adéquation entre les besoins énoncés et les modalités proposées ;

NB : pour la notation des offres sur ce document, toute réponse qui ne sera pas conforme au format imposé sera considérée comme absente.

- la liste, la qualification et l'expérience des intervenants constituant l'équipe qui sera affectée à cette étude autour du pilote.
- Le document financier

3.3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles R.2143-6 à 10 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir dans un délai de 8 jours à compter de la réception de la demande présentée par le RPA :

- les certificats fiscaux et sociaux de chaque opérateur économique ;
- les pièces prévues aux articles R.1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

Sur demande du RPA, l'offre remise par voie électronique pourra être rematérialisée sous forme « papier » et retournée signée par l'attributaire.

ARTICLE 4 : EXAMEN DES OFFRES

4.1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate qu'un candidat est susceptible d'être écarté au vu des exclusions qu'il a retenues en application des articles L.2141-7 à 10 du CCP, il lui demande d'établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. La demande du pouvoir adjudicateur fixe le délai imparti pour la réponse du candidat.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate qu'un membre d'un groupement ou qu'un sous-traitant est concerné par un motif d'exclusion, il exige son remplacement dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande, auprès du mandataire ou du candidat, sous peine d'exclusion de la procédure.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leurs candidatures.

4.2. Jugement et classement des offres

Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées, les offres inappropriées ou inacceptables au sens des articles L.2152-3 et 4 du CCP et les offres anormalement basses au sens de son article L.2152-5 seront éliminées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières après la remise des offres.

Il n'y aura pas de négociation avec les candidats.

Après notation sur 20 points et classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie par le RPA :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations	30 % (6 pts)
La méthode de travail appréciée au regard du document fourni conformément à l'article 3.2.C du présent règlement	60 % (12 pts)
La pertinence d'affectation des compétences appréciée au regard des CV des responsables désignés au CCP	10 % (2 pts)

La répartition de la note attribuée sur la pertinence d'affectation des compétences sera la suivante :

- CV du pilote : 1,5 pts ;
- qualification et expérience des autres intervenants, appréciées en fonction des éléments visés au § 3.2.C ci-dessus : 0,5 pt.

NB : pour la notation des offres sur le CV du pilote, toute référence qui ne comportera pas l'indication de la période d'exécution de la mission, l'identité de l'acheteur et la nature exacte des prestations sera considérée comme absente.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres (ou à défaut en chiffres) sur la liste des prix prévaudront et les montants portés au document financier seront rectifiés en conséquence. Cette disposition s'applique aux discordances ponctuelles.

Elle ne sera pas appliquée en cas d'erreur manifeste consistant à reporter systématiquement dans la liste la colonne des montants (produit des quantités par les prix unitaires) du document financier ; dans ce cas, le candidat sera invité à confirmer que son document financier est la pièce de l'offre qui exprimait son intention ; en cas de réponse négative de sa part, son offre sera rectifiée selon la règle générale de l'alinéa précédent.

Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du document fi-

nancier qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou le sous-détail de prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 10 du CCP, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

5.1. Remise des offres sur la plate-forme de dématérialisation

Les offres seront établies en euros (€) et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les offres seront obligatoirement remises par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation <http://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence publique 2025-SDIT-DIRNB-05.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation, le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La transmission des offres se fera selon les modalités suivantes :

- les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- la durée de la transmission de l'offre étant fonction du débit de l'accès internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, les candidats sont invités à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de leurs offres ;
- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- les documents à fournir, conformément à l'article 3.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés ; ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format zip ; leurs noms devront être suffisamment explicites.

Les documents du marché énumérés à l'article 3.2.B du présent règlement, transmis par voie électronique, seront signés électroniquement selon les modalités détaillées dans l'arrêté du 22 mars

5.2. Copies de sauvegarde

Une copie de sauvegarde, telle que prévue à l'article R.2132-11 du CCP, peut être adressée par le candidat par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-après :

DREAL Nouvelle-Aquitaine
Cité administrative – rue Jules Ferry
Tour A – 5^e étage – porte 571
33090 Bordeaux Cedex

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ». Elle doit parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation ; le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

DREAL Nouvelle-Aquitaine
SDIT / DIRNB
Cité Administrative - rue Jules Ferry
33090 Bordeaux Cedex
Point de contact : Quentin VANDAËLE
Téléphone : 06 61 37 38 30
Adresse de courrier électronique (courriel) : quentin.vandaele@developpement-durable.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats pourront également utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.